Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*

Marseille, Agone, « L'ordre des choses », 2016, 400 p.

Nicolas Simonpoli

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11442>

DOI : 10.4000/etudesrurales.11442

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2016

Pagination : 197-201

ISBN : 9782713225208

Référence électronique

Nicolas Simonpoli, « Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical* », *Études rurales* [En ligne], 198 | 2016, mis en ligne le 22 mars 2017, consulté le 23 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/11442> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/etudesrurales.11442>

Ce document a été généré automatiquement le 23 septembre 2020.

© Tous droits réservés

Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*

Marseille, Agone, « L'ordre des choses », 2016, 400 p.

Nicolas Simonpoli

RÉFÉRENCE

Julian Mischi, *Le bourg et l'atelier. Sociologie du combat syndical*, Marseille, Agone, « L'ordre des choses », 2016, 400 p.

- 1 Avec la publication du *Bourg et l'atelier*, issue de son habilitation à diriger des recherches soutenue en 2015, Julian Mischi livre la suite de ses travaux sur l'engagement de militants CGT (Confédération générale du travail) d'un atelier de maintenance de la SNCF, déjà entrevus dans un numéro des *Actes de la recherche en sciences sociales*¹.
- 2 Au terme d'une enquête ethnographique menée pendant cinq ans, le sociologue de l'Institut national de la recherche agronomique (Inra) propose une analyse passionnante du militantisme syndical en milieu rural. Cette dernière s'inscrit pleinement dans un renouveau des approches sociologiques des classes populaires et du syndicalisme, notamment marqué par un recours accru à l'ethnographie². L'engagement syndical est ainsi replacé dans les configurations – politiques, familiales, professionnelles, résidentielles, etc. – dans lesquelles sont pris les militants. Cette approche localisée fournit à l'auteur une position idéale pour interroger « pourquoi et comment des ouvriers continuent-ils à militer malgré la force des processus favorisant leur exclusion politique ? » (p. 8).
- 3 Tout au long de l'ouvrage, le lecteur est conduit sur les différentes scènes de la vie locale. Partant de l'atelier, il est déplacé vers le syndicat, puis vers la mairie. L'originalité du propos est alors de montrer que les acteurs en présence sont multi-positionnés, et que des clivages – politiques, hiérarchiques, sociaux – homologues se transposent du bourg à l'atelier. Après avoir rappelé que les cheminots constituent encore une frange relativement stable d'un salariat d'exécution très touché par la

précarité, l'auteur revient sur les transformations récentes de l'organisation du travail au sein de l'atelier de la SNCF. Historiquement marquées par le paternalisme et le localisme, les relations entre la maîtrise et les ouvriers se dégradent avec l'apparition d'un encadrement managérial au cours des années 2000.

- 4 Celui-ci s'impose et entérine la disparition des « cadres maison », issus des rangs ouvriers, porteurs d'un savoir-faire technique et intégrés dans la communauté cheminote, au profit de jeunes « managers », diplômés de l'enseignement supérieur, résidant dans la capitale régionale et peu enclins à demeurer en poste au sein de l'établissement. Ces nouveaux « chefs » déstructurent les relations professionnelles autrefois dominées par « l'esprit cheminot », l'autonomie des ouvriers est limitée, « la perruque » (utilisation du matériel professionnel à des fins privées, individuelles ou collectives) définitivement proscrite, l'individualisation des primes de production généralisée et la pression hiérarchique sur les primo-arrivants renforcée.
- 5 Ces changements dans « les rapports de domination au travail » affaiblissent directement l'activité syndicale au sein de l'entreprise, d'autant que certains responsables cégétistes sont promus pour les mettre en œuvre. Passés « de l'autre côté de la barrière » et devenus, pour deux d'entre eux, directeurs des ressources humaines, ils mettent au service de la direction les savoir-faire acquis dans le cadre de leur expérience syndicale. Assimilées à des trahisons par leurs camarades du syndicat, ces « reconversions militantes » s'inscrivent dans le contexte d'une forte conflictualité avec les membres de l'encadrement. En effet, « l'anti-chef » demeure une caractéristique dominante chez les salariés d'exécution qui, bien que proches politiquement de certains cadres, mesurent quotidiennement la distance sociale les séparant.
- 6 Ces clivages sont également perceptibles en dehors du milieu professionnel, notamment dans les « stratégies résidentielles » des différentes catégories. Au fil des années, les cadres usiniers ont progressivement déserté la localité préférant s'installer dans la capitale régionale, voisine d'une cinquantaine de kilomètres, contrairement aux ouvriers qui repeuplent massivement les campagnes entourant l'usine. Ils y construisent leur maison et celle de leurs enfants, réaménagent d'anciennes fermes et, pour certains, réinvestissent des pratiques agricoles (élevage de lapins, culture d'un potager, commerce de bois et de miel...) héritées de leurs parents.
- 7 Julian Mischi s'attache d'ailleurs à reconstituer la trajectoire familiale des habitants du bourg. Il éclaire le clivage entre ascendances ouvrière et paysanne au sein du groupe de cheminots, source d'un rapport différencié à l'engagement syndical. Les « cheminots paysans », parfois issus de familles de grands propriétaires terriens et porteurs de dispositions plus conservatrices, privilégient une adhésion à l'Unsa (Union nationale des syndicats autonomes) ou à la CFTC (Confédération française des travailleurs chrétiens) et pourfendent un syndicat CGT jugé trop contestataire et « ouvrieriste ».
- 8 À l'inverse, même s'ils sont peu nombreux à avoir connu une socialisation familiale en ce sens, les cheminots d'extraction ouvrière apparaissent plus réceptifs au discours cégétiste, notamment lorsque, avant d'entrer à la SNCF, ils ont exercé un emploi d'ouvrier dans le secteur privé. Pour beaucoup d'entre eux, l'apprentissage syndical s'effectue au moment de l'emménagement dans les cités cheminotes où, encore célibataires, ils entrent en relation avec le milieu militant.

- 9 Cet entremêlement des logiques résidentielles et de la sociabilité ouvrière structure l'engagement syndical des cheminots, celui-ci ne pouvant être dissocié « de l'activation de réseaux sociaux et familiaux locaux » (p. 102).
- 10 On l'aura compris, l'entre-soi CGT se construit en opposition à certaines figures ouvrières jugées illégitimes comme celles du « cheminot-paysan », du « jaune », du « lèche-botte » ou de « l'individualiste ». Elles constituent autant de caractéristiques négatives servant à définir, en creux, les traits du « bon militant ». En ce sens, la fonction « revendicative » du syndicalisme est fortement valorisée par les responsables de l'organisation qui ne veulent pas restreindre leur activité « au PQ qui gratte » comme ce serait le cas pour les syndicats « de service » tels l'Unsa ou FO (Force ouvrière). De plus, l'action dans l'entreprise se doit d'être structurée et de respecter « la hiérarchie militante », ce qui implique de contenir certains « électrons libres » enclins à personnaliser leur activité de représentation au détriment de 199 l'organisation syndicale. L'ensemble de ces principes semble être résumé dans la formule – sans cesse répétée par les permanents – « on n'est pas une amicale de pêcheurs à la ligne ».
- 11 Cette éthique militante impose aux représentants un certain nombre d'impératifs professionnels et moraux dans l'utilisation de leurs mandats. Ceci est d'autant plus perceptible dans le cas des permanents fragilisés par le stigmate du « fonctionnaire syndical » (p. 237). Julian Mischi s'attarde particulièrement sur le cas de ces responsables syndicaux détachés au sein de l'entreprise et soumis à une forme d'injonction contradictoire. Ils sont, d'une part, entraînés à l'accumulation de responsabilités syndicales les éloignant de leur poste de travail et, d'autre part, tenus à l'obligation de rendre des comptes à leurs collègues et d'entretenir une proximité – même artificielle – avec l'atelier. « Gérer la distance à la base » s'avère alors assez difficile pour les permanents résidant dans la localité et exposés à la surveillance des autres salariés ; le contrôle des représentants par les représentés s'instituant dans les mailles les plus fines de la vie privée. De plus, comme le révèle l'analyse des trajectoires biographiques des responsables du syndicat, l'accès à un mandat permanent n'est pas toujours vécu sur un mode enchanté alors même qu'il permet de « s'extraire de l'activité productive ».
- 12 En effet, les militants promus ont souvent connus des parcours scolaires erratiques marqués par une orientation précoce vers l'enseignement professionnel. Contrairement aux dirigeants du mouvement ouvrier des années 1930-1950³, cette orientation génère peu de frustration pour ces cheminots. Au contraire, l'atmosphère moins scolaire de l'apprentissage, et la possibilité de faire valoir certaines connaissances techniques sont vécues comme salutaires. En effet, pour ces enfants des classes populaires, subissant brimades et remontrances dans l'enseignement général, les savoirs intellectuels sont souvent synonymes de « prétention » et d'ordre hiérarchique (« Tu pourrais être chef car... tu corriges [un tract] »).
- 13 Ces ouvriers sont donc peu préparés au travail intellectuel réclamé par le « métier » de permanent, celui-ci nécessitant la mise en œuvre de nouvelles compétences (« prise de notes, lecture de documents, rédaction de comptes rendus ») souvent mal maîtrisées. Si elle se trouve atténuée par des stratégies collectives d'acculturation et par la valorisation explicite de l'expérience ouvrière, cette compétence culturelle demeure un élément incontournable de la promotion militante au sein des bases syndicales. Toutefois, elle ne saurait être la seule qualité valorisée.

- 14 En effet, il semble que l'idéal-type du syndicaliste d'entreprise oscille entre, d'une part, la figure du tribun populaire (prenant la parole face à la direction, adoptant une posture conflictuelle, démontrant une certaine virilité) et, d'autre part, celle de l'expert syndical (reconnu pour ses compétences comptable, juridique, scripturale et pédagogique). La concurrence entre ces deux modèles se transpose également au sein des organisations interprofessionnelles de la CGT comme en témoigne l'opposition récurrente des permanents cheminots aux orientations « intellos » des professeurs syndiqués de la localité.
- 15 Pour Julian Mischi, cette concurrence entre intellectuels « d'institution » et intellectuels de « profession » relève d'une « rivalité pour l'encadrement des classes populaires », également perceptible dans les oppositions politiques au sein de l'espace local. L'ouvrage se clôt ainsi par l'étude des transpositions électorales des luttes professionnelles. L'auteur détaille comment certains militants CGT transfèrent leurs dispositions à l'engagement vers la sphère politique, notamment au travers d'une adhésion au PCF (Parti communiste français).
- 16 Celle-ci n'est ni systématique, ni mécanique et s'opère souvent après plusieurs années de militantisme CGT. En effet, pour ces cheminots entrés en syndicalisme après les grèves de 1987 ou 1995, le PCF apparaît d'abord comme une organisation trop « sectaire », dominée par des militants « staliniens ». Ce n'est qu'au moment du déclin du parti et du renouvellement des responsables locaux que l'engagement partisan s'effectue.
- 17 Toutefois, plus que l'appartenance politique, c'est la qualité de syndicaliste qui est mise en avant au moment des élections municipales tant cette dernière semble être un moyen de reconnaissance dans la localité. Loin des représentations naïves de « l'apolitisme » des campagnes françaises, l'auteur décrit les clivages politiques traversant le bourg. Sur l'échiquier local se transposent justement les oppositions professionnelles et syndicales présentes dans l'atelier. En cela, l'élection rend possible un retournement de la domination subit au quotidien par les salariés d'exécution, dans la mesure où ils affrontent « d'égal à égal » leurs supérieurs hiérarchiques. Cette possibilité de subversion de l'ordre usinier connaît son apogée au milieu des années 1990 lorsque certains ouvriers accèdent aux fonctions de maires au détriment des cadres de l'établissement. On perçoit alors combien « les conflits politiques locaux sont encastés dans des clivages socioprofessionnels » (p. 340) et sont d'ailleurs perçus en ces termes, comme l'exprime la formule de ce cadre : « un gars que j'avais sous mes ordres est devenu maire ». Au terme de cet ouvrage convaincant, on peut dire que Julian Mischi réussit à démontrer en quoi le militantisme cégétiste perpétue une proximité avec les classes populaires. Si l'activité syndicale tend à éloigner les représentants du « travail d'exécution », ces derniers demeurent toutefois intégrés aux populations précaires par les liens familiaux, amicaux, résidentiels et politiques qu'ils entretiennent avec elles. Ainsi, on ne peut qu'être d'accord avec l'auteur lorsqu'il avance que le monde syndical « ne se réduit pas à l'image de bureaucrates vivant en vase clos que se plaisent à diffuser les essayistes pourfendeurs de la "syndicratie" » (p. 292). À ce titre, la comparaison avec les élus communistes appartenant désormais majoritairement aux classes « bourgeoises » s'avère assez frappante⁴.
- 18 Toutefois, le lecteur regrettera que l'influence des grèves cheminotes de 1986 et 1995 ne soit pas plus approfondie, alors même que nombre de responsables du syndicat mentionnent ces mouvements sociaux comme structurant leur adhésion. Il aurait été intéressant de comprendre en quoi ces mobilisations permettent un renouvellement

des effectifs militants mais aussi une reconfiguration des rapports de forces – avec la direction, avec les autres syndicats – au sein de l'atelier.

- 19 De même, on déplorera que l'auteur consacre peu de place aux conditions de réalisation de son enquête (entrée sur « le terrain », détails concernant les observations ethnographiques ou critiques des sources). Ce constat est d'autant plus surprenant que la collection « L'ordre des choses » des éditions Agone accorde généralement une certaine attention aux possibilités matérielles de la recherche en sciences sociales. Enfin, il aurait pu être intéressant d'interroger plus longuement la place des relations genrées dans un environnement militant majoritairement masculin. Quoi qu'il en soit, tel quel, cet ouvrage constitue un apport indéniable à la compréhension « du combat syndical ».
-

NOTES

1. Mischi Julian, 2013, « Savoirs militants et rapports aux intellectuels dans un syndicat cheminot », *Actes de la recherche en sciences sociales* 196-197 (1) : 132-151.
2. Benquet Marlène, 2013, *Encaisser ! Enquête en immersion dans la grande distribution*. Paris, La Découverte.
3. Voir Pudal Bernard, 1989, *Prendre Parti. Pour une sociologie historique du PCF*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.
4. Mischi Julian, 2014, *Le communisme désarmé. Le PCF et les classes populaires depuis les années 1970*, Marseille, Agone.